

Cornélius Castoriadis (Chaulieu)

Sur la question de l'U.R.S.S. et du stalinisme mondial

(août 1947)

Source : Bulletin intérieur du P.C.I., n°41 (août 1947)

Sans théorie du stalinisme, pas d'action contre le stalinisme

La IV^e Internationale ne saurait se construire aujourd'hui sans faire une autocritique sérieuse de ses perspectives passées. Sur un certain nombre de points fondamentaux, notre théorie a subi victorieusement l'épreuve de ces dix dernières années. Sur d'autres points elle a révélé des erreurs que le cours des événements permet de rectifier. En tout premier lieu nous nous sommes mépris sur la nature, le rôle et le poids du stalinisme. On ne saurait trop souligner l'importance de cette erreur, étant donné qu'aujourd'hui *une appréciation juste et tactique efficace face au stalinisme forment la clé du développement révolutionnaire*.

Quelles étaient nos prévisions et que nous a appris l'expérience de la guerre ?

La théorie de Trotski sur l'U.R.S.S. était basée sur la conception de l'instabilité absolue du régime stalinien, instabilité fondée sur la contradiction insoluble entre la domination de la bureaucratie et les "formes socialistes de la propriété". Les perspectives qui découlaient de cette conception étaient essentiellement :

1. la "chute de Staline en cas de victoire comme en cas de défaite";
2. le déclenchement des mouvements révolutionnaires à l'approche de l'Armée rouge et la contamination de l'Armée rouge par ces mouvements;
3. la lutte des fractions droitières-fascistes et gauchistes révolutionnaires (les fameuses fractions Boutenko et Reiss du "[Programme transitoire](#)") entre lesquelles Staline ne réalisait qu'un équilibre précaire et instable.

L'expérience de la guerre a démenti toutes ces prévisions. Les théories se discutent à la lumière des événements, et les événements ont dépassé de loin la théorie traditionnelle sur l'U.R.S.S. et le stalinisme. Non seulement le stalinisme a été le frein le plus puissant à la montée révolutionnaire, non seulement il n'a pas été automatiquement balayé par les vagues de la révolution montante, comme on le pensait, non seulement il a réussi à faire échouer tous les mouvements de lutte, mais il a aussi réussi à déformer ces mouvements, bien plus, à les détourner à son profit. *La crise révolutionnaire issue de la guerre, loin de miner, a renforcé la puissance stalinienne.*

Le silence obstiné et stérile de la majorité de l'Internationale sur la question de l'U.R.S.S. et du stalinisme, son hostilité à toute remise en question du problème ne peut rien y faire. Cette attitude est d'ailleurs à l'opposé exact de l'attitude révolutionnaire. Une chose est de confronter sa méthode avec la méthode éprouvée de Marx, de Lénine et de Trotski, autre chose de se réfugier dans les analyses du passé avec une servilité théorique que ceux-ci ont toujours impitoyablement dénoncée. Ainsi, d'une part l'interprétation du régime de l'U.R.S.S. doit être révisée à la lumière des événements; on doit comprendre que la théorie traditionnelle de "l'instabilité", absolument démentie par les faits, doit être enterrée. D'autre part une conception sociologique et historique des partis staliniens doit être élaborée, qui ne saurait être la copie mécanique de la théorie de Lénine sur la social-démocratie. Enfin et en conclusion, le stalinisme doit être combattu avec une tactique qui n'est pas celle avec laquelle on pouvait hier combattre la social-démocratie.

La nature sociale de l'U.R.S.S.

a) Quoique en soi fausse depuis 1927, la conception de l'U.R.S.S. comme "Etat ouvrier dégénéré" a eu une justification dans le passé; en effet aussi longtemps que les bases économiques de la domination de la bureaucratie étaient limitées au secteur étatisé de l'industrie, aussi longtemps que des tendances économiques internes vers le capitalisme subsistaient, et que par conséquent la bureaucratie paraissait prise inextricablement dans le dilemme "capitalisme ou socialisme", aussi longtemps que le régime n'avait pas montré toute la puissance de son intervention contre-révolutionnaire dans le monde, et par là même sa capacité de se garantir contre un retour offensif de la révolution en U.R.S.S. même, et surtout aussi longtemps que le régime restait isolé et n'avait pas débordé sur d'autres pays, la notion de l'"Etat ouvrier dégénéré", s'inscrivant dans une perspective de victoire rapide de la révolution qui se chargerait de vider le problème, pouvait être discutée. Mais nous avons vu, au contraire, le régime social de l'U.R.S.S. se confirmer à travers une série d'épreuves dont la guerre est le dernier exemple. Nous avons vu la bureaucratie, à partir de 1928, étendre sa domination économique sur l'ensemble de la production industrielle aussi bien qu'agricole. Nous avons vu Staline, dont la politique ne pouvait, selon Trotski, qu'aboutir à bref délai à la restauration du capitalisme passer à l'attaque contre la droite tout en continuant à exterminer la gauche, et liquider physiquement et socialement toutes les couches bourgeoises et petites-bourgeoises du pays. Nous avons vu Trotski qualifier en 1928 la droite du Parti communiste russe d'aile ouvertement procapitaliste, et écrire froidement en 1938 ("Programme transitoire") que cette aile constituait pour la bureaucratie "un danger de gauche". Nous avons vu Trotski écrire que les procès de Moscou étaient "l'annonce du dénouement, le commencement de la fin", alors qu'ils n'étaient en fait que la fin du commencement. Nous avons vu ce régime, "produit de l'isolement", déborder les cadres de l'U.R.S.S. et commencer son extension dans d'autres pays, sur des débris des révolutions avortées.

Ainsi ce qui n'était hier qu'une préoccupation théorique, qualifier un régime que l'on espérait éphémère, est devenu aujourd'hui une nécessité pratique immédiate; il s'agit d'expliquer au prolétariat comment le régime stalinien de l'U.R.S.S. a réussi à se faire le plus grand fossoyeur de la révolution mondiale, quelle forme de société réactionnaire et exploiteuse il représente aujourd'hui. Il s'agit de démontrer à la classe ouvrière du monde entier que le bureaucratisme russe n'est pas pour elle un moindre ennemi que l'impérialisme américain.

b) Une seule question se pose pour caractériser ce régime selon la méthode marxiste : *Comment les hommes se situent-ils par rapport aux moyens de production ?* Autrement dit : Quels sont les rapports de production en U.R.S.S. ?

Les rapports de production en U.R.S.S. sont des rapports *de classe*. La position des hommes par rapports aux moyens de production y est absolument différente, selon le groupe social auquel ces hommes appartiennent. Une classe sociale, la bureaucratie, possède les moyens de production, tandis que le prolétariat est absolument dépossédé. Certes, il n'y a pas en U.R.S.S. de propriété privée des moyens de production; la propriété de la bureaucratie est une propriété *collective*. La bureaucratie, prise dans son ensemble en tant que classe, jouit, use et abuse, selon la formule classique, des moyens de production.

La bureaucratie soviétique n'est absolument pas comparable à la bureaucratie capitaliste, même nazie ou fasciste. Cette dernière peut tout au plus et dans une certaine mesure diriger et contrôler la production; en fait le capital financier reste le maître de l'économie et de l'Etat. Par contre, la bureaucratie soviétique considérée collectivement est le maître absolu de la production. Nous ne disons pas qui contrôle possède; nous disons qui possède possède.

Face à la bureaucratie, le prolétariat n'a aucun pouvoir économique. Sans parler des vingt millions d'esclaves du régime, le "libre" travailleur soviétique dépense, tout comme les prolétaires des pays capitalistes, sa force de travail au profit de la classe possédante. Il n'a comme salaire de sa misère que ce que cette classe veut bien lui concéder, car il n'a même pas la possibilité de lui arracher des concessions par la lutte.

Cette structure de classe des rapports de production se reflète directement dans la répartition. La bureaucratie consomme légalement et improductivement, au minimum et selon les calculs les plus cléments pour elle, la moitié du revenu national (sans calculer les vols, le gaspillage, les faux frais, etc.). Son abolition permettrait de doubler immédiatement et en même temps le fonds d'accumulation et les fonds de consommation de la société soviétique.

Il existe par conséquent en U.R.S.S. le même antagonisme fondamental que dans toute société de classe contemporaine : la contradiction entre les forces productives et les rapports de production, l'incompatibilité entre la production sociale et l'appropriation de classe. Cet antagonisme s'exprime en U.R.S.S. par la crise constante de sous-production, et par le déséquilibre organique entre la production des biens de production et celle des biens de consommation. Les rapports de production de l'économie bureaucratique sont devenus le frein absolu au développement des forces productives en U.R.S.S.

c) Hors de cette analyse marxiste il n'y a que formalisme et abstraction.

Abandonnant le point de vue matérialiste des rapports de production les "défensistes" mettent en avant des considérations formelles et juridiques. Ils abordent l'économie soviétique avec les lunettes de l'idéalisme petit-bourgeois, récitant les formules de la constitution au lieu d'étudier les rapports sociaux matériels.

L'étatisation et la planification en U.R.S.S., si elles suffissent pour différencier cette économie de l'économie capitaliste, n'ont par contre en elles-mêmes aucune signification "socialiste" ou "progressive".

Aujourd'hui, concrètement, **la planification en U.R.S.S. n'est que la planification de l'exploitation, l'étatisation n'est que la forme juridique de la possession économique de la bureaucratie.**

Pour pouvoir considérer ces mesures comme progressives, il faudrait qu'elles aient signifié l'abolition de l'antagonisme des hommes par rapport aux moyens de production, l'abolition de la division de la société en classes et de l'exploitation qui en résulte. C'est juste l'inverse qui a lieu en U.R.S.S. La collectivisation et la planification ne sont progressives que dans la mesure où le prolétariat s'érige en classe dominante, qu'il intervient activement dans le fonctionnement de l'économie, qu'il en prend la direction effective (gestion ouvrière) ou du moins qu'il s'achemine vers cette direction. Mais en U.R.S.S. aujourd'hui, le prolétariat n'est qu'une des matières premières de l'économie, qu'un objet passif de l'exploitation. L'étatisation et la planification lui sont complètement étrangères, elles forment la base du régime qui l'exploite.

Il n'y a pas de "base socialiste" de l'économie existant indépendamment de la situation du prolétariat. Tout le marxisme repose sur cette idée : la révolution prolétarienne est le moment de l'histoire où l'automatisme économique est dépassé. C'est l'intervention consciente du prolétariat, à travers ses différents organismes, dont l'ultime est le Parti révolutionnaire, qui est la seule garantie du socialisme. Si l'économie échappe aux mains du prolétariat il n'y a plus trace de socialisme, car le trait fondamental de l'économie socialiste, à l'opposé de l'économie bourgeoise, est de se construire par l'action politique consciente du prolétariat. Penser le contraire c'est justifier par avance la possibilité d'une dégénérescence pour une future révolution prolétarienne. Lorsque [Frank](#) dit que la bureaucratie est un "mal nécessaire", il rend possible pour l'avenir une nouvelle catastrophe, car selon cette idéologie le simple changement de la propriété formelle accompagné de la domination de la bureaucratie serait en lui-même progressif et nécessaire.

d) La théorie "défensiste" constitue en fait une révision complète du marxisme. Elle bouleverse l'économie marxiste en soutenant non seulement que l'économie est déterminée par les rapports juridiques de superstructure, mais aussi que la répartition est indépendante des rapports de production, c'est-à-dire qu'il peut y avoir des rapports de production socialistes dont découle une répartition qui crée des exploités et des exploités. Elle abandonne le matérialisme dialectique lui-même puisqu'elle fait découler une politique réactionnaire d'une économie "progressive".

Elle fausse le programme de la révolution prolétarienne et c'est là son aspect le plus néfaste, en masquant la différence qui sépare la véritable collectivisation et la planification bureaucratiques qui servent à l'exploitation du prolétariat. Elle fausse aussi la notion d'Etat ouvrier en donnant comme critère de cet Etat les formules de l'étatisation et de la planification; critères d'après lequel, ni la Commune de Paris, ni la révolution russe avant sa dégénérescence n'auraient été des Etats ouvriers.

Sur la question même de l'Etat où le marxisme s'est toujours distingué par la clarté la plus absolue, la théorie "défensiste" s'est réfugiée dans la confusion la plus lamentable. S'il existe un Etat en U.R.S.S., cet Etat doit, selon la théorie marxiste-léniniste, représenter et exprimer la division de la société en classes et être l'instrument de domination et d'oppression de la classe régnante contre les autres. Or il est évident que l'Etat en U.R.S.S. n'est pas la dictature du prolétariat dirigée contre les capitalistes; il exprime la dictature de la bureaucratie sur le prolétariat et les autres couches de la population. La théorie traditionnelle du "bonapartisme à l'échelle internationale" selon laquelle l'Etat bureaucratique fait équilibre entre le prolétariat russe et le capitalisme mondial ne sert à rien sous ce rapport : les Etats bonapartistes, quelque équilibre ou quelque acrobatie qu'ils aient pu réaliser, n'en furent pas moins des instruments de domination de classe. Il n'y a pas de doute que la bureaucratie ait pu profiter pour son développement d'un tel équilibre; mais ce qui est important, c'est de voir comment la pression du capitalisme mondial s'est produite en U.R.S.S., comment elle s'est concrétisée par la création d'un Etat qui fonctionne comme machine d'oppression et d'exploitation contre le prolétariat.

e) Si la société bureaucratique est une société de classes, elle ne peut pourtant pas être assimilée à une société capitaliste, car elle n'en a aucun des traits principaux. La notion de "capitalisme d'Etat" appliquée à l'ensemble d'une société, est à la fois contradictoire et confusionniste. Dans le "capitalisme d'Etat" idéal il n'y a plus aucun trait du capitalisme connu, sinon l'exploitation commune à tous les régimes. Par conséquent ce terme, qui n'a aucune signification historique et aucune signification de fond, ne peut précisément être employé pour désigner une société qui n'est pas issue du capitalisme, mais qui a surgi de la dégénérescence d'une révolution prolétarienne. Il ne s'agit pas pour les besoins d'une propagande facile de mettre le stalinisme et le capitalisme dans le même sac. Il faut rendre compte au prolétariat du fait perceptible pour tous que le stalinisme et le capitalisme, quoique vivant tous les deux sur l'exploitation du prolétariat, s'affronte dans la période actuelle en une lutte à mort.

La signification historique du régime bureaucratique

L'affirmation de l'existence d'une classe bureaucratique en U.R.S.S. ne signifie nullement que cette classe a une nécessité historique et par là une mission progressive. Une classe n'est rien d'autre qu'une couche d'individus liés d'une manière semblable aux moyens de production. L'idée que toute classe doit avoir une nécessité historique est une élucubration idéaliste inspirée de Hegel et non de Marx. Une chose est de croire au déterminisme historique, de dire qu'une classe ne se forme pas arbitrairement, mais en rassemblant dans des conditions données des intérêts historiques par rapport à la production, autre chose de dire que tout ce qui se produit devait par définition se produire et que l'histoire est jouée d'avance. C'est le cours vivant et réel de la lutte des classes qui détermine l'évolution historique et non les schémas intérieurs du camarade Frank.

Le fait capital qui montre que la bureaucratie n'a aucune mission historique progressive, c'est qu'à la longue elle est incapable d'apporter un développement des forces productives par rapport au système capitaliste. Comme le disait déjà Trotski dans [La Révolution trahie](#), la bureaucratie est devenue depuis longtemps le pire frein au développement des forces productives.

Sur le plan économique comme sur le plan social et politique, la société bureaucratique russe, située à l'échelle historique, est une société fondamentalement et profondément réactionnaire. Elle est la préface de la barbarie. Trotski l'avait déjà vu, qui écrivait : "Le socialisme n'est pas réalisable par lui-même mais comme le résultat de la lutte vivante des classes et de leurs partis... Nous avons entièrement le droit de nous demander : quel caractère prendra la société si les forces de la réaction sont victorieuses ? ... Les marxistes ont formulé un incalculable nombre de fois l'alternative : Socialisme ou barbarie... Le fascisme d'une part, **la dégénérescence de l'Etat soviétique d'autre part esquissent déjà les formes sociales et politiques d'une nouvelle barbarie** ⁽¹⁾."

La question de savoir si le rôle de la bureaucratie soviétique, rôle totalement régressif, sera de donner une forme à la barbarie ne peut être tranchée théoriquement; elle sera résolue par la lutte des classes.

L'expérience du glacis

L'expansion soviétique d'après-guerre a infligé un démenti cinglant à la théorie de "l'état ouvrier dégénéré". D'après la conception traditionnelle toute idée d'une large expansion de la bureaucratie était à exclure, non seulement parce que le régime de l'U.R.S.S. était le produit de l'isolement de l'Etat soviétique (par conséquent son extension était inconcevable), mais aussi parce que la bureaucratie, disait-on, "ne pourrait ni exposer l'Armée rouge à la contamination révolutionnaire dans les autres pays, ni écraser ouvertement la révolution". En fait, c'est ce qui a eu lieu. L'Armée rouge a occupé un grand nombre de pays et sa présence a permis aux partis staliniens d'endiguer totalement le courant révolutionnaire, de le détourner à leur profit et de soumettre ces pays à un processus d'assimilation structurelle par rapport à l'U.R.S.S. selon un rythme et une tactique qui découlent de la situation propre à chaque pays particulier et des besoins généraux de la politique stalinienne.

¹ [In Defense of Marxism](#) (1942), New York, Merit, 1965, p. 30-37.

Le stalinisme mondial

La classe bureaucratique en U.R.S.S., les couches bureaucratiques en train de se cristalliser dans le glacis, forment la base matérielle du stalinisme mondial, exprimé dans les pays capitalistes par les partis communistes. Mais la force de ces partis demande une explication. Les divers P.C. ne sont pas seulement la cinquième colonne de Moscou, selon la conception policière et rocambolesque de la majorité de l'Internationale. La collusion évidente des dirigeants staliniens avec Moscou ne suffit absolument pas pour expliquer leur politique dans son ensemble, ni surtout leur immense force à l'intérieur du mouvement ouvrier. En vérité, le stalinisme n'est devenu à l'issue de cette guerre un facteur si puissant que parce qu'il est venu recouper à l'intérieur d'un grand nombre de pays des tendances sociales, propres, nées du pourrissement du capitalisme. C'est précisément parce que le stalinisme n'est pas un enfant légitime de l'histoire, mais la conséquence du retard de la révolution prolétarienne que cette base sociale n'est pas mondialement uniforme : couches d'aristocrates ouvriers, de bonzes syndicaux et de techniciens en France et en Italie par exemple; petite-bourgeoisie lumpénisée en Europe sud-orientale, bourgeoisie nationale dans plusieurs colonies.

Jamais ces couches n'auraient pris corps si le prolétariat n'avait échoué à plusieurs reprises dans ses tentatives révolutionnaires et si l'expérience bureaucratique russe ne s'était réalisée. Poussées aujourd'hui par la décadence du capitalisme à consolider leurs intérêts et leurs privilèges dans une société plus stable que le capitalisme, ces couches se réunissent derrière le stalinisme.

En raison de leur manque de cohésion, en raison du fait qu'elles ne jouent pas aujourd'hui un rôle défini par rapport à la production, ces couches sont amenées à révéler toutes leurs contradictions et leur hétérogénéité fondamentale, dans une période d'offensive du prolétariat. Mais il est d'autant plus vrai que pour faire démarrer le prolétariat, il faut s'adresser d'abord aux couches les plus exploitées et les dresser contre l'idéologie des couches staliniennes privilégiées.